À propos d'une nouvelle tentative d'accord hungaro-roumain en 1868-1869

Les historiens ont cru longtemps que la longue série de négociations et de tentatives d'accords, engagées entre les Hongrois et les Roumains au début des années 1850, a été en substance close par le premier (29 mars 1859) et le second (9 janvier 1861) « pactes Couza-Klapka », ainsi que par le projet de « Confédération danubienne », lié surtout au nom de Louis Kossuth. Pourtant, même si les chances de conclure un nouvel accord ont diminué en effet par rapport à 1859 et à 1860-1861 (et cela surtout à cause du changement dans la politique extérieure française), les parties ont continué toutefois dans les conditions nouvelles à nourrir l'espoir, même moins intense, de parvenir à un accord. Donc, même après 1862, les tentatives n'ont pas été abandonnées, surtout du côté italien et hongrois. En effet, même la mission dans les Balkans en 1862 de Marco Antonio Canini y participe : comme base de négociations, le projet de « Confédération danubienne » a figuré (ou aurait figuré) avec les hommes politiques serbes et roumains. Les recherches historiques du dernier quart de siècle ont, certes, mis en lumière nombre d'éléments sur le voyage de Canini sur le Bas-Danube.

Mais nous ne connaissons pas exactement ses réussites à Bucarest et à Belgrade pendant l'été 1862. Cela est encore plus valable à l'époque suivante, encore que les dernières recherches aient éclairé les activités d'organisation déployées par Gusztáv Frigyesy en 1863-64, en Valachie et Moldavie, et la mission d'Istvân Türr' à Bucarest en mai 1863. Quant à la tentative de Klapka et de son délégué le comte Arthur Seherthoss en 1864 à Bucarest, même les contemporains en ont été réduits à des conjectures. Les principaux intéressés n'y ont pas touché en général dans leurs écrits. Ce n'est donc que très dernièrement que nous pouvons jeter un regard dans les coulisses de cette affaire complexe. Avec le temps qui passe les points d'interrogation se multiplient. Certains faits n'en paraissent pourtant pas moins sûrs. L'un d'eux est que Kossuth, le chef le plus notable de l'émigration hongroise, mais qui, dans les affaires orientales, n'a joué qu'un rôle secondaire derrière Klapka, a été encore davantage relégué à l'arrière-ban à partir de 1861. Cela a été, non en dernier lieu, la suite des intrigues de Klapka qui est entré dès le printemps 1862 en relation avec les délégués à l'étranger du « Comité révolutionnaire de Pest » travaillant en Hongrie, avec György Komáromy et le comte Tivadar Csáky. À partir de l'automne 1863, il a fait tout son possible pour faire adopter par les milieux gouvernementaux italiens et français cette organisation, connue aussi sous le nom de « Comité hongrois de Genève », comme dépositaire de la volonté de la nation hongroise (et de l'émigration). Malgré cela, leur étroite coopération, fondée sur des intérêts communs, n'a pas été sans nuage, et a révélé plutôt une rivalité cachée. Le 22 novembre 1863, ils ont fixé dans un procès verbal en langues française et hongroise leurs rôles et leurs devoirs – où le général a accepté de réduire ses activités aux seules questions militaires et d'organisation . Mais nonobstant cela, les « prétentions au commandement de Klapka se sont fait de nouveau valoir et, dès l'été 1864, Komáromy l'a accusé de ne pas respecter l'accommodement tacite et fixé par écrit, et de dépasser ses attributions ; tout comme Kossuth l'avait fait peu avant à propos de ses actions de 1861-1862 qui ont été en grande partie la cause de leur rupture.

Il paraît fort probable que les réserves de Komáromy et de Csáky ont été provoquées par la nouvelle de la mission en Roumanie de Seherthoss, peu connue d'eux. En effet, à partir d'août 1864, tout en acceptant les services de Klapka, ils ont eu plus confiance en Türr', et plus encore en le général Nándor [Ferdinánd] Éber, correspondant du *Times*. À partir de ce moment, on lui a confié l'organisation et la mise en pratique des fournitures d'armes aux Principautés danubiennes en vue de la guerre projetée contre l'Autriche. Par ailleurs, il a été aussi admis aux négociations avec les hommes politiques roumains, dont Klapka avait été exclu.

Parallèlement, la scène politique roumaine changea, elle aussi. Grâce à son coup d'État du 2-14 mai 1864 et à ses réformes agraire et du droit électoral, Alexandru loan Cuza est arrivé à l'été 1864 au sommet de son pouvoir. Mais peu de ses contemporains ont pu apprécier la portée des mesures prises par lui. Le camp, déjà grand, et les activités de ses adversaires se sont étendus d'autant plus. Les différents groupes conservateurs (surtout en Moldavie) et libéraux (en premier lieu de Valachie) ont écarté les différends de principe et, serrant les rangs, ont cherché à réaliser le but commun : faire échouer Couza et élire au trône un « prince étranger », descendant d'une dynastie européenne. À ce groupement, assez hétérogène du point de vue social, ont adhéré encore des « radicaux » de Moldavie (Anastase Panu) et des « libéraux modérés » de Valachie (Ion Ghica) qui, dès le printemps 1864, ont envoyé plusieurs délégations à Paris, Vienne, Turin et Londres pour préparer la déposition de Cuza. Selon toute vraisemblance, Klapka et les siens ont eu connaissance par Jérôme Napoléon de ces sondages et, comme l'indiquent plusieurs signes, ils ont voulu (en commun avec les Polonais, s'organisant également dans les principautés) s'en servir dès l'été 1864, en cas d'extrême nécessité, pour faire chanter Cuza et pour l'acculer au pied du mur. La position du prince roumain a été encore affaiblie par ses propres actions : obéissant à ses précédentes antipathies et aux intrigues de sa « *camarilla* », il a éloigné au début de 1865 Mihail Kogălniceanu, son Premier ministre, jusque-là son bras droit et principal soutien, avant de revenir bientôt à son homme poli-

tique préféré, classé parmi les « libéraux modérés » de la Valachie, Nicolae Creţulescu. Cela a semblé augmenter les chances d'Éber et de ses compagnons qui espéraient pouvoir obtenir de Cuza, par l'intermédiaire de Dimitrie Creţulescu, frère du chef du gouvernement roumain, la mise à la disposition des émigrés des armes napoléoniennes, propriété de l'émigration hongroise et transférées dans les Principautés danubiennes en 1859 ; ce qu'il avait déjà plusieurs fois promis. Évidemment, cela n'a pas empêché Csáky et les siens, en se servant de la déposition de Couza et de la recherche de son successeur, d'assurer en septembre 1865 au « Parti national des Principautés unies », à travers ses deux députés « libéraux modérés », Ion Ghica et Ion Bălăceanu, que « *le Comité national hongrois s'engage à prêter son concours pour assurer l'acceptation, par ce Prince [Amédée de Savoie], du trône des Principautés unies* », et que, « *en cas de refus du Prince Amédée de Savoie [...], le Comité national hongrois s'engage à prêter le même concours auprès de tout autre candidat au trône des Principautés unies* » [en français dans le texte].

Dans ces conditions, les jours du régime Couza étaient en effet comptés et à la fin de 1865 le prince lui-même a réfléchi à l'abdication. Quand, à l'aube du 11 février 1866, les comploteurs sont entrés dans son palais, il a signé sans résistance l'abdication rédigée par ses adversaires. Par la suite, il n'a pas tenté non plus de reprendre le trône roumain avec l'aide de l'étranger. Au contraire, il a refusé catégoriquement les tentatives dans ce sens de la diplomatie française (1868). C'est ainsi qu'après les initiatives répétées et les efforts diplomatiques tenaces de la direction roumaine, sont survenus le règne de Charles de Hohenzollern-Sigmaringen et le compromis austro-hongrois de 1867.

En apparence, cela a modifié les rapports de force extérieurs et intérieurs et, avec eux, les objectifs politiques. Mais pas au point de pouvoir empêcher que les figurants déjà connus et les nouveaux venus ne reprennent, comme nous allons le voir, les méthodes et projets tenus pour oubliés. D'autant que l'Europe centrale et sud-orientale a toujours gardé sa plasticité du point de vue de la politique des puissances.

La réorganisation des territoires et des pouvoirs liée aux objectifs des tendances à l'unité italienne et allemande n'était pas encore close. Même la « question d'Orient » pouvait être de nouveau posée à chaque instant, car la Russie n'attendait que le moment permettant d'éliminer les conséquences désavantageuses et préjudiciables du traité de paix de Paris, conclu après sa défaite en Crimée. Les négociations, sondages, requêtes et ententes secrètes s'étendant sur presque toute l'Europe se se sont donc poursuivis, et, évidemment, les préparatifs de guerre aussi. Comme toujours depuis le milieu des années 1850, la cause des Principautés (danubiennes) unies (à partir de 1862 : Roumanie) a joué un rôle important dans ce jeu compliqué des pouvoirs. Mais on n'a pas pu supprimer définitivement de l'ordre du jour la « question hongroise », encore que, après 1867, la naissance du nouvel État dualiste l'ait pour beaucoup estompée, ou même voilée. Mais, en pesant les chances d'un système d'alliance possible, de la Monarchie austro-hongroise, il a toujours fallu considérer que la structure, le régime institutionnel, la cohésion interne de la nouvelle formation étatique étaient encore loin d'être consolidés à la fin des années 1860 ; ce que n'ignoraient pas les contemporains. Par exemple, Marco Antonio Canini, parlant en 1868 de son rôle joué six ans plus tôt et évaluant les chances d'une confédération en Europe sud-orientale, a considéré ainsi la partie est de la Monarchie, donc la Hongrie historique :

> « La situation actuelle des pays de la couronne de Saint Étienne est aussi précaire qu'elle l'était il y a quelques années. La balance qui penchait autrefois en faveur des non-Madgyars [*sic* !], penche maintenant en faveur des Madgyars : voilà tout. La grande question y est toujours en suspens [...]. »

Mais ce n'était pas seulement la « grande question » – la libre association des peuples de cette région et la transformation, tant souhaitée, en démocratie de leurs sociétés dans le cadre projeté par Kossuth, Klapka, Canini et les leurs – qui était restée en suspens. Pendant bien longtemps, la question de la succession au trône de Roumanie n'a pas été résolue et il était

rapidement devenu clair que la situation en présence cachait bien des dangers pour le jeune État roumain. Même l'élection de Cuza aux trônes des deux principautés, puis l'union administrative de ses deux pays le 22 janvier 1862, et enfin la sécularisation en décembre 1863 de la fortune des couvents grecs dédiés, n'ont pu être admises par les dirigeants roumains que grâce aux plus grands efforts déployés par Cuza, profitant des oppositions d'intérêts entre les « puissances garantes » et du soutien efficace de la diplomatie française. La période embrouillée après l'abdication de Cuza évoque déjà nettement les années 1850. L'Autriche et la Turquie, tout comme les familles conservatrices des boyards « phanariotes », auraient certainement été ravies de voir revenir les condition d'avant 1859. D'ailleurs, la plupart des contemporains et une bonne partie des historiens ont vu dans les tendances séparatistes en Moldavie, et surtout dans l'insurrection d'avril 1866 à Iassy, les intrigues de la diplomatie tsariste. L'accession au trône en mai 1866 de Charles de Hohenzollern n'a pas amélioré substantiellement la situation. Au contraire, elle a semblé même l'aggraver dans une certaine mesure, vu la perte de la bienveillance de la France.

Napoléon III a consenti surtout à l'élection de Charles de Hohenzollern comme prince de Roumanie parce qu'il avait également dans son ascendance les familles Murat et Beauharnais. Mais il a découvert bien vite son erreur, surtout quand il a été connu que le nouveau prince s'entourait de conseillers militaires prussiens, voulait réorganiser son armée selon le modèle prussien et limitait graduellement les activités de la mission militaire française de Bucarest. Le ressentiment des Français a été encore renforcé par l'appui que Charles avait trouvé, dans les deux premières années de son règne, auprès de Ion Brătianu, chef de « l'aile radicale du parti national » (dite « les Rouges »). Ce dernier l'avait fait venir dans le pays, mais vu son passé de conspirateur « révolutionnaire » et ses relations mazzinistes franc-maçonnes en Occident, il était antipathique à l'empereur français. Évidemment, on peut apprécier les réactions françaises de plus en plus irritées et hostiles comme le signe que la diplomatie bonapartiste, essayant de créer une

alliance antiprussienne, était dépassée aussi dans les principautés. À la place de Cuza, qui se désignait jadis comme lieutenant de Napoléon III, il y avait maintenant, en la personne de Charles de Hohenzollern, un bastion avancé de la politique bismarckienne. De plus, il ne pouvait pas ne pas penser que l'État roumain dirigé par le souverain Charles et Brătianu (poussés par la Prusse) deviendrait à l'Est un instrument de la politique tsariste. Il y persistait aussi le soupçon permanent (comme chez les diplomates anglais et austro-hongrois) qu'il existait une alliance secrète prusso-roumaine contre l'Autriche, la Turquie et la France. Dans la perspective du grand conflit éventuel, Napoléon III pouvait surtout compter, vu le revanchisme autrichien né du fiasco de Königgrätz (Sadowa) en 1866, sur le soutien de la Monarchie austro-hongroise ; il voyait donc les questions aussi bien roumaine que hongroise à travers l'alliance franco-austro-hongroise, si importante pour lui, c'est-à-dire en tenant largement compte des intérêts supposés de la monarchie dualiste. Évidemment, avec l'accord de Beust, il aurait admis aussi une version qui, en rétablissant l'État polonais, aurait isolé la Prusse de la Russie. C'est ce qui explique qu'à la rencontre des empereurs, entre le 18 et le 23 août 1867 à Salzburg, il a offert de nouveau à la Monarchie les Principautés. Selon une information, en mai 1869, Beust n'était pas encore contre cette idée, comme le comte Gyula Andrássy, Premier ministre hongrois qui devait avoir un rôle de premier ordre dans la formation de la position austro-hongroise concernant le conflit franco-prussien. Et sa position pesait beaucoup, tant à Paris qu'à Berlin (donc à Bucarest et à Belgrade aussi), dans l'élaboration de la tactique et de la stratégie ayant des rapports avec la Monarchie dualiste.

Il va sans dire que les manœuvres de Napoléon III ne sont pas restées secrètes pour la diplomatie roumaine. C'est précisément Andrássy qui, en octobre 1867, a laissé filtrer la proposition faite à Salzburg pour la faire connaître à George Ştirbey, personnalité roumaine influente. De toute façon, on s'est rendu compte de la nature des jeux politiques de l'empereur. Tout en se référant souvent à sa magnanimité et à son désintéressement, on a vu clairement que l'on ne pouvait compter sur son sou-

tien que si c'était dans l'intérêt de la politique française. Tous savaient également que pour l'Empire ottoman et ses difficultés intérieures, la suzeraineté devenue de plus en plus nominale était plutôt gênante, et que certains diplomates turcs verraient sans dépit l'indépendance de la Roumanie. De plus, le pacha Ali a même suggéré la possibilité d'annexer les deux principautés roumaines à la Monarchie austro-hongroise, conformément aux conceptions françaises. Brătianu et les siens ont pu se faire une idée du rôle que la diplomatie du tsar leur attribuerait dans le cas d'une éventuelle confrontation en Europe de l'Est. Rompant avec l'antirussisme presque traditionnel des libéraux roumains, ils ont même fait les premiers pas pour gagner la bienveillance des milieux gouvernementaux de Saint-Pétersbourg et ont envoyé, au début de 1868, une députation de haut rang dans la capitale russe. Ce n'est certainement pas un hasard si, à côté d'un ecclésiastique ayant fait ses études à Kiev, Melhisedec évêque d'Ismail, un autre membre en était Ion Cantacuzino (Zizin) qui avait été chargé d'affaires diplomatiques à Belgrade, et qui devait peut-être sonder les projets du tsar dans les Balkans. Il ne faut pourtant pas oublier que tout cela est survenu à la demande expresse de Bismarck, ce qui doit de nouveau diriger notre attention sur la politique à l'est du « chancelier de fer ». Cette politique ne diffère pas beaucoup, du moins à première vue, de celle de Napoléon III. L'observateur superficiel peut plutôt penser que les deux grands stratèges n'ont fait qu'échanger leur place sur l'échiquier de l'est européen, conformément aux rapports de forces qui, depuis le milieu des années 1860 et surtout après 1866, avaient changé au profit de la Prusse. Du point de vue des Principautés unies, cela peut paraître encore plus valable. Pensons seulement à Cuza qui, en 1859, avait adhéré sans hésiter aux projets de l'émigration Kossuth et avait signé le document où figure la formule suivante :*la* « Confédération danubienne » est l'objectif en perspective que les parties contractantes doivent chercher à réaliser. Il n'a pas mesuré les éventualités parce qu'il croyait voir, derrière les conceptions hongroises, non seulement la diplomatie piémontaise mais même le tout-puissant empereur de France. Et en effet, aujourd'hui, nous savons qu'après l'affaiblissement en 1856 de la Russie, le plus solide pilier de la Sainte-Alliance si

haïssable pour lui, Louis Napoléon a songé pour un moment, en 1859, à l'idée du démembrement de l'Empire d'Autriche. Mais la réaction froide de la diplomatie du tsar a apaisé son esprit d'entreprise et, craignant des complications européennes, il a laissé aussi en suspens la question de l'unité italienne. L'histoire semblait, à l'été 1866, vouloir répéter 1859, surtout du point de vue roumain, mais aussi du point de vue hongrois. Le jeune souverain roumain, au début de son règne et commençant seulement à connaître sa nouvelle patrie, a cru voir Bismarck dans les coulisses et a donné une réponse affirmative à István Türr et József Kiss qui lui ont rendu visite au nom de l'émigration hongroise en juillet 1866, tout comme l'avait fait son prédécesseur avec Klapka. Et, plus étonnant encore : même C. A. Rosetti et I. Brătianu, auparavant les plus intransigeants adversaires des aspirations hongroises, n'ont pas repoussé à ce moment-là l'idée de la confédération ! Une seule explication est possible : ils ne connaissaient pas les vraies intentions de Bismarck. Mais tandis que les représentants du régime précédent avaient réussi vers la fin de 1860 à découvrir en gros les contours des conceptions et les limites des ambitions de Napoléon III – en fin de compte les opinions de plus en plus critiques sur les efforts de l'émigration hongroise y remontent – pendant très longtemps ils n'ont pu voir clair, comme plusieurs signes l'indiquent, dans les projets réels de Bismarck. Ou bien parce que cet homme politique prussien dépassait même Napoléon, connu pour ses méthodes raffinées dans la maîtrise des artifices et des intrigues ; ou bien, et c'est plus probable, parce qu'au tournant de 1868-1869 lui-même n'avait pas encore pris une décision définitive et faisait dépendre son attitude de l'évolution des rapports franco-austro-hongrois. Encore que, selon nos connaissances, rien ne montre qu'il ait envisagé l'idée du démembrement de la Monarchie. On ne peut logiquement exclure que dans le cas de la réalisation de l'alliance française, favorisée par Beust, il ait recouru à des moyens plus « durs » que n'avait fait son rival de 1859. En même temps, il a évidemment tout fait pour empêcher la coopération entre la France et la Monarchie, pour apaiser et contrecarrer le revanchisme autrichien. Il avait donc besoin de perpétuer non seulement l'alliance russe, sa plus grande « arme », mais aussi les prétentions serbes et

roumaines. Sans cela, il serait malaisé d'expliquer pourquoi il a poussé Charles et son entourage à s'approcher de la Russie, pourquoi il a encouragé leur armement intensif, et pourquoi il a obtenu de la Russie le passage par son territoire d'une fourniture d'armes prussiennes. Nous avons déjà signalé le manque de données permettant d'affirmer que Bismarck aurait pensé au démembrement de la Monarchie. Et nous n'avons définitivement *aucune* preuve concrète que le chancelier ait soutenu, voire développé, les animosités contre l'État austro-hongrois, connues dans le milieu de Brătianu, renforcées à l'extrême en 1868, ni même qu'il ait encouragé les projets, de plus en plus ouverts, de créer un État grand-roumain. Mais jusqu'à la fin de 1868, nous n'avons pas non plus l'assurance du contraire. Même les contemporains ont remarqué que les conditions assez confuses en Roumanie, les persécutions des Juifs en Moldavie, les armements accélérés, le soutien à peine caché aux francs-tireurs bulgares qui s'organisaient contre la Turquie etc. n'étaient condamnés que par la France, la Monarchie austro-hongroise et la Turquie, tandis que la Prusse et la Russie se taisaient, voire les défendaient parfois. Il n'est donc pas superflu d'examiner la mise en garde de Heinrich Lutz, affirmant qu'il ne faut pas toujours prendre au sérieux la devise tant citée de la politique prussienne, et en général allemande, selon laquelle : « *Preußen bei der orientalischen Frage nicht direkt interessiert sei !* ». Il est fort probable que plus d'une fois Bismarck ait agi précisément dans le sens contraire, et s'en soit servi comme couverture bienfaisante de ses manœuvres, tout comme Napoléon le faisait de son « principe des nationalités » non moins célèbre.

Mais poursuivons ! Pour pouvoir situer les participants aux événements suivants sur la scène politique roumaine, il faut jeter aussi un regard sur les partis et groupements de l'époque. En effet, il est plus exact de parler de groupements et de fractions que de partis. Au fond, dans la Roumanie de cette époque, il n'y avait qu'un seul parti, dans le sens occidental (et moderne) qui disposait d'une base de masse convenable, d'organisations provinciales, et d'organes de presse de grand tirage. C'était le parti des libéraux « extrémistes » (« radicaux »), dits « les

Rouges », dirigé par C. A. Rosetti et les frères Brătianu. Dans les petites villes de Valachie, les ports du Danube et surtout à Bucarest, ce parti a réuni des éléments hétérogènes d'origine roumaine, grecque, macédo-roumaine, bulgare, commerçants, fonctionnaires et intellectuels « montés d'en bas ». Mais nous y trouvons également des hommes politiques originaires d'anciennes familles de boyards roumains, comme les quatre frères et cousins Golescu, ainsi que les descendants « roumanisés » d'anciennes familles « phanariotes », comme par exemple C. A. Rosetti lui-même. Et ce n'est certainement pas un hasard si les intellectuels roumains venus de Transylvanie et de Hongrie, et devenus enseignants en général, se sont joints également au parti de Brătianu. C'est pourquoi un observateur hongrois l'appelle en 1859 parti « de prêtres et d'instituteurs », soulignant en outre que c'est « surtout » ce parti qui « cultive l'idée du Royaume daco-roumain ». Sachant de plus que l'organe de grande résonance de Rosetti, le *Românul* avait, en la personne d'Alexandru Papiu Ilarian, un patron historien spécialiste de la « question transylvaine », nous pouvons nous faire une idée du poids et de la publicité qu'avait dans cet organe « la cause des frères d'au-delà des Carpathes ». C'était également le cas d'autres publications similaires, telle que *Naţionalul*, *Perseverenţa*, *Sentinela*. De plus, les articles les plus intéressants (d'aspect hungaro-roumain) de *Românul* et *Perseverenţa* étaient régulièrement publiés aussi par le journal de Pest *Federaţiunea* rédigé par Alexandru Roman, et par l'ancien journal de G. Bariţiu *Gazeta de Transilvania*. Il n'est donc pas étonnant que d'autres groupements « libéraux modérés », comme celui de Ion Ghica et Nicolae Creţulescu, aient été repoussés à l'arrière-plan, ou que certains, comme les moldaves Anastase Panu et Mihail Kogălniceanu, aient été, pour des raisons tactiques, forcés dans certains cas de collaborer avec les Brătianu. Il est à noter pourtant que l'influence de Rosetti et des siens s'exerçait plutôt en Valachie et se faisait à peine sentir en Moldavie, dans la population urbaine, chez la grande partie des juifs qui s'intégraient difficilement et étaient souvent citoyens étrangers (surtout autrichiens). L'accord temporaire pouvait être atteint presque uniquement avec le groupement xénophobe dirigé par N. Ionescu, qui s'appelait « fraction libre et indé-

pendante ». C'est précisément cette collaboration à caractère tactique (et le rôle croissant des juifs dans la vie économique de Moldavie, avec l'antipathie de plus en plus forte que cela fit naître) qui a provoqué au cours de 1867-1868 les troubles dont nous avons déjà parlés et qui a augmenté, surtout dans les milieux dirigeants de la France, la méfiance et l'antipathie envers les gouvernements du genre de Brătianu. Une angoisse encore plus forte a été provoquée par les nouvelles qui circulaient au sujet de l'organisation des « bandes bulgares », de l'accord secret roumano-serbe, et de l'alliance supposée prusso-russo-roumano-serbe. Dans les fantasmes de certains diplomates à l'été 1868, la Roumanie est devenue le plus important foyer de guerre à l'est, au point qu'à l'automne déjà, Beust, exagérant un peu, osait appeler, dans le « livre rouge » de la Monarchie, le pays de Charles de Hohenzollern « un dépôt d'armes ».

En effet, Brătianu et son cercle pensaient que le grand conflit de l'Europe sud-orientale, que Couza prévoyait en 1864 dans un délai de cinq à six ans, devait éclater. C. A. Rosetti par exemple, dans sa lettre de juin 1868 adressée à Paul Bataillard, l'annonçait pour le printemps de 1869, et le roi Charles pensait aussi en 1868 que l'empire turc serait dans deux ou trois ans irrémédiablement désintégré. La question se posait de ce qu'il adviendrait à l'autre grand empire multinational, la Double Monarchie. Quelle tâche devrait avoir, dans la chute de l'empire des Habsbourg, la Roumanie dont le destin, comme nous l'avons vu, continuait à nourrir des discussions et était grevé de tant d'incertitudes ? Voilà l'espoir et la supposition de Brătianu et des siens : en 1868-1869, avec l'aide prusso-russe, pourrait devenir un succès ce qui ne l'avait pas été en 1859 avec la collaboration franco-sardo-hungaro-roumaine. Le démembrement de la Monarchie permettrait de réaliser l'ancien vœu de la génération réformiste roumaine, le grand État roumain, ou, comme ils l'appelaient, la « Daco-Roumanie ». De plus, selon certains avis, on y incluait éventuellement une partie des territoires habités par des Macédo-Roumains dans la Turquie en déchéance. Conformément à cela, ils sont allés plus loin qu'en 1859 quand ils s'étaient opposés déjà à l'intention de Cuza de s'entendre avec les représentants de l'émigration Kos-

suth : de toutes leurs forces, ils ont résisté aux « Hongrois » oppresseurs des sujets roumains de la Hongrie. Les articles ardents parus dans les périodiques cités précédemment, surtout dans le *Românul*, entendaient par « Hongrois » non seulement les vrais auteurs du compromis austro-hongrois, la classe politique des propriétaires fonciers de la noblesse, mais en simplifiant à l'extrême, tous les Hongrois sans distinction, nobles, bourgeois ou paysans. C'était donc de nouveau le triomphe de l'angoisse, héritée de l'ancienne Transylvanie des États et des Ordres, déjà « exportée » au-delà des Carpates : l'avancement social, la « distinction », supposait l'anoblissement. Cela signifiait la nationalité abandonnée, l'assimilation, puisque selon eux « noble » et « Hongrois » étaient des notions interchangeables. Et qui pourrait établir une différence entre les anciens « nobles » féodaux sortis de leur communauté nationale et les citoyens « bourgeois » nés de l'avancement social offert par l'État constitutionnel moderne ? Surtout si les Roumains n'étaient toujours pas reconnus comme « quatrième nation », si l'union de la Transylvanie et de la Hongrie était sanctionnée, tout comme en 1848, sans demander l'avis des Roumains, et si l'on ne parlait même plus de l'assemblée nationale transylvaine de 1863-1864. On comprend donc l'indignation et la véhémence des autres d'articles accablant les féroces oppresseurs mongols asiatiques et défendant les opprimés de noble race latine. Comme cela se fait alors, leur ferveur ne s'est pas limitée à une ardente activité publiciste. En Transylvanie sont apparus des « agitateurs » et des agents ; même la douane avait du travail, des imprimés « irrédentistes » étaient à saisir. Aujourd'hui nous savons que Brătianu et son cercle sont allés plus loin : à l'été 1868, ils ont pressé plusieurs fois la régence serbe d'entreprendre une attaque contre la Hongrie qui n'était, certes, pas inclue concrètement dans l'accord serbo-roumain du 20 janvier 1868, mais annonçait de s'y trouver. Les *Mémoires* de Jovan Ristić révèlent même que la date de la confrontation a été fixée à la fin de 1868. Mais l'esprit d'entreprise des Serbes s'est affaibli vers l'été 1868, peut-être aussi à cause du meurtre de Michel Obrenović et de la prise du pouvoir par la régence. Interrogés plusieurs fois par les consuls anglais et austro-hongrois, ils ont nié catégoriquement l'existence de

l'accord roumano-serbe, mais à Béni Kállay, consul hongrois, ils ont affirmé plusieurs fois que les vrais intérêts de la Serbie étaient dans les Balkans, même dans sa partie ouest, et non pas au Nord de la Save ou en Bulgarie. Pour eux, la Bosnie avait bien plus de valeur. Ils n'ont toutefois pas voulu l'acquérir par les armes contre la Monarchie, mais grâce à l'intermédiaire de Gyula Andrássy, Premier ministre hongrois, par la Monarchie, avec des moyens diplomatiques. Un diplomate serbe a même fait miroiter la possibilité de Confédération danubienne devant le chargé d'affaires hongrois, et celui-ci ne s'y est pas refusé par principe. Cependant, ses notes, fixant les appréciations des conjonctures et les conceptions politiques d'Andrássy comme les siennes, sont plus importantes. De plus, elles enrichissent, avec d'intéressantes données, nos connaissances sur l'arrière-plan et sur certains participants de la tentative d'accord hungaro-roumain de 1868-1869.

Ces notes révèlent sans équivoque que le chargé d'affaires à Belgrade et Andrássy ont tenu tous deux pour inévitable le prochain éclatement du conflit. Andrássy s'est bien rendu compte que l'empereur François-Joseph nourrissait un revanchisme véhément contre la Prusse et que cela pouvait aisément le rapprocher des projets de Napoléon III. Mais il n'a tenu réalisable et utile pour les Hongrois l'alliance franco-austro-hongroise que si elle se faisait contre la Russie des tsars. C'est dans ce sens qu'il s'est prononcé à l'été 1868 devant Jérôme Napoléon, lui faisant comprendre qu'une guerre victorieuse serait aussi utile pour la Monarchie. Vu qu'après des échecs en série, l'« effet de victoire » serait pour la politique bonapartiste une question vitale, Jérôme Napoléon a adhéré avidement à cette idée et a promis d'envoyer dans ce cas 2 000 000 à 300 000 soldats français à Fiume (Rijeka) dans le délai de quelques semaines. Il serait toutefois important que l'attaque soit engagée par l'armée tsariste, et la question de la Bosnie pourrait en fournir la raison et l'occasion. À l'opposé du parti militaire autrichien qui tenait l'annexion de la Bosnie pour un certain remède, pour une compensation, Andrássy n'aurait consenti tout au plus à cette époque qu'à l'annexion d'une petite partie de la Bosnie, laissant le reste aux Serbes. Son objectif était précisément de

satisfaire ainsi aux exigences du mouvement national serbe, ce qui éloignerait ce peuple militaire belliqueux et bien armé de l'alliance russe traditionnelle, et aussi, naturellement, d'intensifier les différends serbo-croates, encore que les notes n'en parlent qu'à mots couverts. C'est pour réaliser ces objectifs que Kállay « travaillait » à son poste dans les Balkans, et non sans résultat. Comme nous l'avons déjà signalé, il a même réussi à affaiblir quelque peu « l'entente » supposée (et prouvée par la suite) entre Serbes et Roumains.

Vers l'automne 1868 la tension entre les deux pays est devenue, si c'est possible, encore plus grande. La presse roumaine, surtout *Românul*, publiait presque toutes les semaines des articles de plus en plus véhéments contre la politique menée envers les nationalités par la Hongrie, après le compromis. De plus, on y trouvait parfois l'opinion selon laquelle « l'engloutissement » des Roumains de Transylvanie n'était que le premier pas, parce que les « Hongrois » voulaient de nouveau étendre leur pouvoir sur les principautés roumaines, anciennes vassales du royaume de Saint-Étienne. Par conséquent, se défendre contre ces projets présumés était une obligation patriotique. Un des numéros d'automne de *Perseverența* invitait même à une souscription nationale pour pouvoir acheter des armes. L'organisation des étudiants roumains à Paris y a adhéré avec enthousiasme.

Les journaux hongrois s'occupaient également constamment de la situation en Roumanie. Presque tous les jours *Pesti Napló*, *Pester Lloyd*, *Hazánk*, *Hon*, *Századunk* et les autres communiquaient des nouvelles sur l'évolution en Roumanie. Le ton de ces nouvelles, articles, reportages allait de l'objectivité informative, en passant par une condescendance dédaigneuse, jusqu'à des menaces voilées. Le numéro de 6 septembre de *Századunk* est fort intéressant. Sous le titre « Dacoromania », la question était posée de savoir ce qu'il adviendrait si « une des puissances de l'alliance du Nord, armant le peuple roumain en guise de menace et le soutenant avec ses propres armées » contribuait à la naissance de l'État de Grande-Roumanie. L'auteur, tout en n'excluant pas en théorie cette possibilité, la qualifiait pour le moment de « chimère » et conseillait à Brătianu :

> « Il sera donc mieux de vivre dans le présent au lieu de s'adonner à des agitations et à des rêves, d'éduquer le peuple, de collaborer pour le bien de l'état constitutionnel et de la patrie commune [...] sous le couvert des rapports avec les frères hongrois. »

Bientôt interviennent les principaux personnages des événements précédents, les anciens délégués de l'émigration de Kossuth. László Berzenczey, venant de Constantinople en septembre 1868, a cherché à éclairer ses anciens partenaires, affirmant que « dans notre pays la situation des Roumains n'est quand même pas aussi terrible comme le décrivent certains journaux roumains ». Le ton de Klapka était plus déçu, mais plus doctrinaire. Dans son article intitulé « *Caveant consules* », il s'est prononcé, certes, en faveur de la communauté de sort des Hongrois et Roumains, pour l'idée que les deux peuples soient tributaires d'un sort commun mais a constaté avec amertume que « les principaux efforts des actuels dirigeants roumains sont dirigés vers l'annexion à la Roumanie de la Transylvanie et du Banat, que le but final de leur politique est d'anéantir ainsi l'État hongrois ». Aussi demandait-il au gouvernement ce qu'il se proposait de faire afin d'y parer, et de l'autre côté il attirait l'attention des dirigeants roumains sur le fait que des Roumains vivaient sous domination étrangère, et pas seulement en Hongrie. L'intervention publique de Klapka n'a fait que jeter de l'huile sur le feu et bien vite il a servi de cible aux attaques les plus diverses. Sa situation était particulièrement délicate car, dans les années 1850-1860, il était un des plus sincères, et aussi des plus efficaces, représentants de l'entente hungaro-roumaine. Un des numéros d'octobre de *Românul* publia un article signé D. B., repris par *Federaţiunea* de Pest. L'auteur (Dumitru Brătianu ?) reprenait d'une part l'accusation contre les dirigeants hongrois, selon laquelle « ils veulent se faire forts par des conquêtes », et de l'autre il leur reprochait d'avoir abandonné leur attitude « libérale et égalitaire » face aux autres peuples, d'avoir changé de principes. Pour donner plus de poids à ses arguments, il a publié, en traduction roumaine, une partie considérable du mémorandum de Kossuth, Teleki et Klapka, adressé le 15 septembre 1860 à Cuza,

et aussi les huit points, à l'exception de deux, qui devaient servir de base pour les négociations. István Türr' n'était pas mieux traité. Le numéro du 7-19 novembre 1868 de *Românul* publia la lettre ouverte qui lui était adressée par A. Papiu Ilarian et qui contenait en gros les mêmes accusations. Ensuite a été publié de nouveau l'appel du général, lancé le 27 mai 1863, aux peuples roumain et hongrois, les invitant à la réconciliation et à la coopération.

Puis vint le moment où Andrássy aussi se décida à agir. Avec Kállay, il supposait depuis longtemps que dans les « agitations » « menées en Valachie, Bohême et dans certaines parties de la Hongrie », on devait également y voir la main de Bismarck. Le Premier ministre hongrois, par l'intermédiaire de l'ambassadeur italien à Vienne (et l'ambassadeur prussien à Florence), trouva la possibilité de porter à la connaissance du chancelier prussien le fait suivant : malgré toute sa sympathie portée à la politique nationale de la Prusse – il n'empêcherait jamais qu'il atteignît son but en Allemagne –, si Bismarck soutenait dans les Principautés danubiennes des tendances hostiles aux intérêts de la Hongrie, le gouvernement hongrois n'aurait d'autre choix que de chercher de l'aide à Paris (et à Vienne). Sans ambages, il demanda à l'ambassadeur prussien à Vienne de rapporter à son chef que la Hongrie, tout en désirant intensément l'amitié avec la Prusse :

> « *[...] doch werde es sich bis auf den letzten Mann gegen Preußen kehren [...], wenn ein preußischer Prinz es mit den rumänischen Roten hielte, die an der ungarischen Grenze Ruhestörungen im Schilde führten, und wenn Fürst Karl für den Gedanken der Annexion Siebenbürgens in Rumänien Propaganda machte. Preußen möge sich hierüber klar werden und dafür sorgen, daß die rumänische Agitation ein Ende nehme.* »

Andrássy disposait également d'un autre « canal », le marquis Pepoli, ambassadeur d'Italie à Vienne, proche parent du prince Charles. À sa demande, le marquis a adressé en date du 5-17 novembre une lettre au souverain roumain pour lui expo-

ser les conceptions d'Andrássy. Il lui a conseillé une attitude amicale envers la Hongrie, a attiré son attention sur les intérêts communs hungaro-roumains, et l'a invité à destituer Ion Brătianu. Bismarck a du choisir entre Pest et Bucarest. Il a du sacrifier un des éléments de sa « double garantie » (*doppelte Sicherung*) contre l'Autriche. Il a pris le parti d'Andrássy et, le 22 novembre, il a ordonné par télégramme à Keyserling, consul de Prusse à Bucarest, de faire connaître au prince Charles les nouvelles instructions selon lesquelles la présence de Brătianu dans le gouvernement pourrait avoir de sérieuses conséquences, la Prusse ne pouvant alors continuer à soutenir la politique du gouvernement roumain. Le père de Charles, le prince Charles-Antoine de Hohenzollern a également conseillé le renvoi de Brătianu. Le souverain roumain a cédé aux pressions venues de plusieurs côtés, a intimé la démission à son ministre des Affaires intérieures et, le 28 novembre, a nommé un nouveau gouvernement sous la présidence de Dimitrie Ghica.

Tout cela avait montré avec évidence à chacun que Brătianu et ses partisans avaient dépassé toute mesure, que la politique roumaine devait s'engager dans d'autres voies et renoncer pour le moment à réaliser ses objectifs définitifs. Avant tout, elle devait améliorer ses rapports avec la Monarchie et avec la Hongrie. En effet, c'est ce que Bismarck désirait et c'est ce que leur intimait aussi la politique de Napoléon. Nous ne savons évidemment pas si les tentatives du 24 avril 1868 pour gagner Couza, et les vagues projets de Jérôme Napoléon en été, formaient une conception homogène ou, au contraire, relevaient du désarroi, de la perplexité, de l'improvisation. Le bon sens imposait pourtant de régler les rapports, car on pouvait peut-être obtenir par voie pacifique ce qu'il était impossible d'atteindre par la force. Il fallait donc voir s'il y avait un autre moyen d'améliorer la situation des Roumains d'au-delà des Carpates, car on pouvait peut-être persuader les dirigeants de la politique hongroise d'accepter l'autonomie constitutionnelle de la Transylvanie et l'existence d'une assemblée nationale autonome transylvaine. En effet, le « compromis » hungaro-croate venait d'avoir lieu : pourquoi les Roumains ne pourraient-ils obtenir la même chose ? Et ce ne serait que le premier pas.

C'est que l'idée surgissait déjà, sous le règne de Charles de Hohenzollern, de réaliser l'unité roumaine par l'union confédérative de la Hongrie, Transylvanie, Moldavie et Valachie. Cette conception était-elle fantaisiste en 1868-1869 ? C'était certainement le cas pour nombre de personnes, mais les dirigeants roumains pouvaient faire valoir que cette dernière idée ne venait pas d'eux – elle était née en Transylvanie, c'étaient les émigrés hongrois qui y « travaillaient » !

Nous avons déjà signalé au début de notre étude qu'avec le temps qui passe les tentatives réconciliatrices et d'entente hungaro-roumaines sont recouvertes d'un voile de plus en plus épais. Cela vaut surtout pour les événements entre décembre 1868 et octobre 1869, car les sources documentaires sont tellement incomplètes que nous ignorons même s'il y eut des liens directs entre les deux conceptions. Notamment, y avait-il un rapport, et si oui lequel, entre la mission à Pest en décembre 1868 de Radu Ionescu, chargé d'affaires roumain à Belgrade, et les tentatives faites par l'émigré hongrois István Bánffy à Bucarest en 1869 ? Il y avait déjà, en tout cas, un point de contact en la personne de Mihail Kogălniceanu, le nouveau ministre des Affaires intérieures. Mais, tout d'abord, faisons brièvement connaissance de certains acteurs !

Radu Ionescu était un *homo novus* dans la politique roumaine. Il n'était pas seul, une bonne partie de sa génération l'était aussi. Il était notamment originaire de la « couche obscure » des commerçants urbains qui « créera la Roumanie moderne » – écrivit, en parlant de I. H. Rădulescu, « archétype » de cette couche sociale, l'éminent historien roumain de la littérature, George Călinescu. Et, en effet, comme si Radu Ionescu voulait confirmer la thèse de Călinescu, les contemporains ont disposé, eux aussi, d'informations extrêmement défectueuses sur ses origines et sur sa vie. Ils ne savaient même pas si les parents d'Ivănescu Răducanu étaient serbes, bulgares ou monténégrins. D'autres supposaient que seul son père était d'origine sud-slave, contrairement à sa mère. Mais si elle était roumaine ou macédo-roumaine, les sources le taisent. Les commérages malveillants soulignaient en tout cas que petit garçon, le futur chargé d'affaires à Belgrade, connaissait parfaitement une des

langues sud-slaves, probablement le serbe. Ses attaches affectives se révèlent peut-être dans son travail, pendant les années passées à Belgrade (1867-1870), sur une histoire de la Serbie. En revanche, le fait que ses études de philosophie, non terminées, à Paris aient été assurées par une bourse offerte par une maison de commerce de Craiova plaide plutôt pour une parenté macédo-roumaine. Et comment Ivănescu Răducanu est-il devenu Radu Ionescu ? C'est déjà un phénomène propre à l'évolution à caractère bourgeois de la Valachie (rapide assimilation de couches d'origine hétérogène mais de confession gréco-orientale [orthodoxe] commune et d'intérêts analogues) et la principale source de son dynamisme ! Quelque incertaine que soit l'origine de R. Ionescu, deux choses sont sûres : son talent et sa ferme détermination à mettre au service de la littérature, de la culture et de la politique roumaines tous ses talents et toutes ses connaissances. (Le fond et la force motrice de son élan, de sa capacité de travail, de sa ténacité, étaient peut-être précisément cet instinctif désir de faire ses preuves, propre à ceux qui viennent des « bas-fonds », ou « du dehors »). Il a donc écrit des poèmes, des articles de journaux, a rédigé des périodiques, et a publié aussi des études, et même un roman. En politique, il a adhéré, sinon sans toute réserve, au parti libéral de Rosetti-Brătianu. C'est ainsi qu'il est devenu membre du parlement roumain, de la rédaction de *Românul*, du ministère des Cultes et de l'Instruction publique, sous le ministre de la Culture Rosetti. Enfin, en sa qualité de représentant zélé de la « ligne de Brătianu », il a obtenu le poste de chargé d'affaires à Belgrade. Il a été l'un des principaux réalisateurs et signataires de l'entente roumano-serbe du 20 janvier 1868 sur laquelle enquêtaient avec tant de ténacité ses collègues de Belgrade, les consuls hongrois Kállay et britannique Longworth. Après tout cela, on peut se demander quel était le rapport du confident de Brătianu avec les instructions du nouveau gouvernement, composé en gros de ses antagonistes. Avant d'essayer d'y répondre, il faut aussi dire quelques mots sur Bánffy.

Nos connaissances sur lui sont encore plus réduites. On cherche en vain son nom dans la célèbre liste de K. M. Kertbeny . Dans le recueil de biographies de Tivadar Ács, il y a trois István

Bánfy [*sic*], dont deux d'origine transylvaine. Les recherches pourront s'appuyer sur une de ses lettres adressée à Kogălniceanu, qu'il signa « Stefan von Bánffy de Sz. Katolna ». Selon les lettres adressées à Zsigmond Kubinyi, Sándor Gál et György Klapka, en 1863-1864, il habitait Brăila et pouvait donc observer de près les évolutions de la politique roumaine et les activités fiévreuses des émigrés hongrois et polonais qui s'organisaient à cette époque. Les écrits des agents de Klapka en 1864, de Kupa et Seherthoss, qui nous sont parvenus, montrent le rôle qui lui était destiné dans l'organisation des Hongrois vivant dans les Principautés et le travail de l'« Agence hongroise de Valachie » à créer à Galatz. De son côté, il a suivi les activités de ses compatriotes avec un esprit fort critique. Il a jugé les activités organisatrices de Frigyesy simplement comme un « malheur », du point de vue des Hongrois de ces Principautés, mais il a été tout aussi mécontent de Kupa et Zsurmay, car ils ne connaissaient pas les conditions locales et ne parlaient pas roumain. À leurs partisans, il a reproché « le manque de culture », et aurait voulu que la direction des activités soit confiée à des personnalités éminentes, connues dans toute la Transylvanie, comme Sándor Gál, le comte Gergely Bethlen ou le comte Sándor Teleki. À l'automne 1864, il a jugé la situation tellement grave qu'il aurait voulu débattre les questions « urgentes et de portée substantielle » avec Klapka, afin – comme il l'écrit – d'« écarter tout ce qui est personnel, toute antipathie, propagande [...], tout esprit de parti, de tirer au clair sans ambages, dans le sens propre du mot, les choses concernant les Principautés danubiennes et la Transylvanie ». Et voilà que nous revenons une fois de plus à Mihail Kogălniceanu, chef du gouvernement roumain et aussi ministre des Affaires intérieures lors des événements de 1863-1864. Il a fait observer toutes les actions de Frigyesy et de ses collaborateurs, mais il a eu aussi des pourparlers avec Seherthoss. De plus, il est intervenu afin d'être reçu par Couza. Malheureusement, les lettres de Seherthoss, dans lesquelles il a fixé ses entretiens avec Kogălniceanu en juillet-août 1864, ne sont pas encore retrouvées. Cependant, les instructions données par Klapka révèlent sans aucun doute que lui et ses collaborateurs se sont souvenus de l'attitude amicale de cet homme politique roumain à l'hiver

1860-1861, alors Premier ministre de Moldavie, et en 1864, *ils comptaient également sur son soutien.* C'était justifié, car il a éprouvé une sympathie indiscutable pour la cause hongroise. Même dans les situations critiques, ses déclarations n'ont pas été hostiles et ses connaissances historiques, tout comme sa grandeur d'homme d'État, ont donné un intérêt particulier à son comportement. Il a tant de fois souligné son soutien en décembre 1860 à Berzenczey et József Vidats contre les autorités autrichiennes que c'en était devenu suspect, même pour ses partenaires hongrois. Ferenc Koós, pasteur calviniste à Bucarest, sans mettre en doute l'hospitalité de Kogălniceanu, a écrit par exemple, avec assez de mauvaise foi qu'« il en aurait coûté cher de la compenser. Un pays [la Transylvanie] pour un passeport ». Cette opinion a été aussi reprise par la suite par Benedek Jancsó, éminent historien hongrois, le meilleur spécialiste des rapports hungaro-roumains de la fin du XIX^{e} siècle. Le tableau se complique encore par le fait que, plein d'angoisse à cause du sort des Roumains de la Monarchie, en mars 1867, alors dans l'opposition, il a condamné dans une interpellation âpre Ion Ghica, chef du gouvernement démissionné quelques jours plus tôt, qui avait été le premier à saluer la formation du gouvernement d'Andrássy, et il a démontré combien le compromis austro-hongrois menaçait les intérêts vitaux des Roumains de Transylvanie. On a par contre peu souligné jusqu'ici que Kogălniceanu n'a presque jamais attaqué « les Hongrois » en bloc, mais – faisant la distinction nuancée si nécessaire – a condamné la politique hongroise envers les nationalités après le compromis, tout comme, avant 1867, il les avait défendus dans l'espoir qu'ils aient une position équitable envers les Roumains de la Hongrie et de la Transylvanie ! Qui plus est, dans le résumé le plus important de son opinion, on trouve quelques déclarations que les historiens, ni hongrois ni roumains, ne savent où situer. Benedek Jancsó et dernièrement Dan Berindei ont signalé par contre avec justesse que la célèbre interpellation de Kogălniceanu du 11 février 1886 a été de nouveau prononcée dans l'opposition, dans le dessin ferme de faire échouer le gouvernement Brătianu, et que les interprétations tardives devraient en tenir compte ! Mais ses déclarations de 1886 (« Je soutenais les Hongrois, Messieurs, pour obtenir que

la Transylvanie reste telle que Dieu l'avait créée [...], un pays polyglotte, un pays qui puisse être un trait d'union entre les nations hongroise et roumaine [...] ») sont en parfaite harmonie avec les notes du 8 juillet 1868 faites par Kállay. Kogălniceanu, voyageant en privé à Pest, Vienne et Paris, a été présenté au chargé d'affaires de Hongrie par Ionescu, et l'homme politique roumain a déclaré à son partenaire « qu'ils voudraient obtenir pour la Transylvanie une assemblée nationale à part ».

En dehors des ses mémoires de 1886 nous ne disposons pour le moment d'aucune donnée sur la durée de son séjour à Pest, et surtout sur les personnes qu'il y avait contactées. Il ne mentionne que les noms de Berzenczey et de Vidats, sans préciser si c'était János ou Joseph. Il est probable que c'est après avoir vu le premier que cette rencontre ait eu lieu au parlement hongrois. Si c'était vraiment le cas, il n'est pas à exclure qu'il ait fait aussi la connaissance d'autres chefs du « parti de 1848 ». Ce d'autant plus que, dans le recueil de documents publié par Nicolae Iorga sous le titre de *Correspondance diplomatique roumaine sous le roi Charles I*^{er}, on trouve, à côté de Bánffy, un autre nom connu, celui de Madarász. Si, ici, il ne s'agit pas d'un homonyme, József Madarász était en ce temps un des principaux organisateurs et chefs de file de l'extrême-gauche...

Mais tenons-nous en aux faits. La première fois, le 12 novembre 1868, Kállay a noté dans son journal intime que Ionescu se préparait à venir à Pest, et il a averti Andrássy que « l'agent » roumain était un fidèle de Brătianu, et ce « pour le cas où il a une mission politique ». Quelques semaines plus tard, il a indiqué le « but avoué » : « la convention de poste ». En effet, le numéro du 16 décembre du journal *Pesti Napló* a publié une brève nouvelle : « L'agent de Roumanie à Belgrade est attendu à Pest afin d'organiser quelques membres [*sic*] de la convention de poste à conclure avec la Hongrie. » Le reste ressort de son compte-rendu adressé le 7 janvier 1869 à Kogălniceanu. Un fait doit attirer notre attention : le délégué à Belgrade a fait son rapport non pas au ministre des Affaires étrangères D. Ghica (qui est à la fois Premier ministre) mais au ministre des Affaires intérieures. Cela témoigne avant tout du poids qu'a eu Kogălniceanu à l'époque dans la vie politique roumaine. D'autre part,

on ne pouvait pas alors savoir exactement à quel point le nouveau gouvernement changerait les tendances du cabinet précédent. Les journaux étrangers et certains hommes politiques ont soupçonné le gouvernement Ghica-Kogălniceanu de vouloir continuer, avec, certes, des moyens plus prudents, la politique de son prédécesseur. Le ministre français des Affaires étrangères Moustier a même déclaré que « rien n'est changé, on a seulement un Brătianu de moins ». Les premières déclarations officielles ont semblé fonder cette angoisse : non seulement il a approuvé le grand discours prononcé le 11 décembre par I. Brătianu incriminant la politique hongroise envers les nationalités (le sort insupportable des Roumains), mais il a aussi défendu l'armement intensifié. C'est pourtant vers cette date-là qu'il a rédigé ses instructions pour Ionescu, ce que permettent de supposer les passages suivants dans les rapports du chargé d'affaires à Belgrade qui avait commencé à sonder le terrain :

> « Votre lettre a été un bon encouragement pour continuer ces visites et persister dans ce que je disais aux Magyars, et *qui se trouve si bien démontré dans votre lettre* [souligné par moi, B. B.-K.], à savoir donner aux Roumains de Transylvanie, comme preuve qu'ils désirent *l'union* [souligné par I. R.] avec nous, ce qu'ils ont déjà donné aux Croates ».

Il est possible que la collaboration des deux hommes politiques remonte à bien plus loin, vu que Kállay a obtenu l'information par Ioanini, consul italien à Belgrade, qu'« au temps de Cuza, Ionescu était encore l'espion payé par le gouvernement [Kogălniceanu] dans le parti rouge, et que, nonobstant cela, il s'était tourné avec Brătianu contre Cuza ». La note de Kállay doit être prise en considération : l'information provenait de Baligot de Beyne, ancien chef français du cabinet de Cuza, qui était également chef du contre-espionnage (et faisait même surveiller, entre autres, Kogălniceanu lui-même !). D'autre part, cela fait mieux comprendre pourquoi R. Ionescu, à la différence de Brătianu et ses fidèles, ainsi que de Rosetti, a pris position au printemps 1864 pour les réformes proposées par Kogălniceanu, pourquoi en 1866 il est intervenu au parlement

contre la majorité qui voulait destituer Kogălniceanu, traité alors d'immoral et enfin pourquoi Kogălniceanu a pu dire à propos des activités de Ionescu à Belgrade que celui-ci « est un de nos agents qui représente la Roumanie à l'étranger avec la plus grande intelligence et la plus grande dignité ». En effet, Kogălniceanu n'a eu aucune raison de se plaindre de lui, car il a suivi sans faille ses directives. Il s'est entretenu plusieurs fois avec Türr', a contacté Eötvös, Boldizsár Horváth, Gorove et, naturellement, Andrássy, et a parlé avec chacun de la situation des Roumains en Transylvanie, de « la sympathie naturelle et légitime » entre les Roumains d'en deçà et d'au-delà des Carpates. Il a expliqué que « le seul vœu dont l'accomplissement rendrait notre union facile, prompte, durable et fertile en résultats pour la grandeur des deux pays, c'est que les bons patriotes hongrois, les hommes éclairés qui sont à la tête de la Hongrie reconnaissent à la Transylvanie [...], ce qu'ils ont reconnu à la Croatie ». Toutefois, les chefs de file de la politique hongroise (dont, selon Ionescu, Horváth est le plus conciliant et Eötvös le plus intransigeant) sont restés fidèles à la conception de l'histoire propre à la génération hongroise des réformes et n'ont reconnu pour partie égale que la noblesse croate, presque complètement identique typologiquement à la noblesse hongroise [et polonaise], mais pas les représentants des Roumains de Transylvanie (en partie [et au fond], parce que leur couche dirigeante, comme nous l'avons déjà brièvement signalé, était devenue au cours des siècles passés membre de la *Natio hungarica* et s'était assimilée à la noblesse hongroise). Cette différence de vues, préjudiciable du point de vue roumain (encore que compréhensible du point de vue historique et sociologique), était bien visible chez Andrássy aussi qui disait : « [...] non, non, condition impossible : la Transylvanie n'a pas été dans les conditions de la Croatie, jamais des Chefs comme les Bans de la Croatie [...]. » Et, sur un ton de suspicion ayant déjà aggravé les accommodements hungaro-roumains, il ajoutait :

> « [...] et puis c'est très habile de votre part [...] vous voulez avoir la Transylvanie offerte par nous-mêmes, et, en la constituant comme vous le de-

> mandez, nous ne ferons que vous la préparer pour qu'elle puisse, dans certaines éventualités, passer plus facilement de votre côté [...]. »

Bien différents ont été Bánffy et ses amis politiques. Le 5 octobre 1869, Bánffy a adressé une lettre à Kogălniceanu dans laquelle il s'est confié à son discernement politique :

> « *Daß die confederative Vereinigung Ungarn, Siebenbürgen mit Romänien [*sic*] die höchste Wichtigkeit enthält, um nach unsern natürlichen Berufe unter Seine regierende Hoheit Karl I. von Hohenzollern, längst der Donau-Linie, eine respectable und blühende Macht creïren zu können [...].* »

Ensuite, mettant en doute l'efficacité des « tendances séparatistes » de la presse roumaine, il a déclaré catégoriquement que :

> « *Rumänien kann nur nach unsern Programm gemäß und mittels unserer concorde Mitwirkung, jenen Zielpunkt erreichen, wodurch beide Nachbarnationalitäten vollkommen befriedigt, unabhängig, groß und mächtig sein können [...].* »

Malgré la déficience des sources documentaires, il ne s'agissait pas d'une initiative tout à fait insignifiante et isolée et cela peut-être démontré par le rapport du 27 juillet 1869 du consul autrichien à Galatz : se référant aux informations reçues d'un « homme de toute confiance et parfaitement au courant des conditions en Transylvanie », il a communiqué avec grand étonnement à ses supérieurs qu'il existait, à ce qu'on disait, un parti qui conviait les Roumains à en finir avec les hostilités afin de pouvoir être unis par la suite avec la Hongrie aussi, sous le sceptre de Charles. De plus, même les négociations relatives à cela seraient engagées avec la participation d'« hommes politiques notables de Transylvanie », tout cela, à ce qu'on disait, au su du prince Charles. La visite de Kogălniceanu à Berlin pendant l'été 1869 y participerait également. Ce serait ainsi que les Roumains tâcheraient de garantir leur nationalité dans

la guerre à venir – lit-on dans ce rapport – étant donné que les Hongrois n'auraient pas la suprématie numérique.

Les informations du fonctionnaire de Galatz s'étendent jusque-là, et elles ne contredisent point aux données dont nous disposons. Mais qui étaient les hommes politiques transylvains notables (et peut-être d'autres aussi), et comment pensaient-ils mettre en œuvre leur projet ? Seules des recherches approfondies à venir pourront donner des réponses. Cela montre aussi que l'étude des rapports hungaro-roumains nous promet encore beaucoup de surprises. Elle peut par ailleurs nourrir l'espoir de l'historien de voir des rapports plus harmonieux entre ces deux peuples, tributaires l'un de l'autre, et d'envisager leur avenir commun bien plus heureux.